



ABONNÉ

4 minutes de lecture

Allemagne

Charles Wyplosz
Publié mercredi 27 février
2019 à 17:24, modifié
mercredi 27 février 2019 à
17:26.

Rappel des véhicules Volkswagen lors du Dieselgate. Pontiac, Etats-Unis, décembre 2017.
© AFP


PLANÈTE ÉCO

La fin du miracle allemand?

OPINION. Fin de la suprématie industrielle, fin d'une paix sociale légendaire, fin de la stabilité politique, rien de tout cela n'est encore sûr, mais les dangers s'accroissent, constate notre chroniqueur Charles Wyplosz

L'économie allemande a vécu une décennie de rêve. Une croissance soutenue a permis de réduire le chômage à un niveau (3,5%) qui n'avait pas été atteint depuis 1980. Grâce à la croissance, la dette publique a été réduite. La balance extérieure a battu tous les records depuis l'après-guerre. Une santé insolente en comparaison de la performance piteuse des autres pays de la zone euro. Mais tout ceci pourrait bientôt s'arrêter.

Cette croissance a été largement portée par la popularité des voitures et des équipements de production allemands en Asie, et avant tout en Chine. Or la Chine traverse une période difficile. Elle en sortira, mais sa performance a peu de chances d'être au niveau qu'elle a connu. Grands consommateurs de belles voitures allemandes, les nouveaux riches chinois sont dans le collimateur d'une campagne anti-corruption imprédictible et féroce. Le meilleur moyen d'y faire face est de ne pas changer trop souvent de voiture et, quand il faut le faire, d'opter pour des modèles moins rutilants.



Mais les problèmes de l'industrie automobile allemande ne s'arrêtent pas là. Le Dieseldate a déstabilisé les constructeurs. Ils se sont lancés un peu tard dans les moteurs électriques et hybrides. Sur ce marché naissant, la concurrence va être intense. La capacité de réaction, y compris la reconfiguration des anciennes plateformes, va jouer un rôle crucial, et les nouveaux constructeurs ont l'avantage de ne pas avoir à se restructurer.

Baisse de compétitivité

De plus, en décidant de fermer toutes les centrales nucléaires d'ici à 2020, l'Allemagne s'est tiré une balle dans le pied. Cela n'aide en rien la lutte contre le changement climatique mais cela revient à jeter à la poubelle des centrales qui auraient pu fonctionner pendant quelques décennies. En outre, le gouvernement va devoir dépenser des sommes considérables pour dédommager les producteurs. La substitution se fait vers les énergies renouvelables, qui ne sont ni fiables (le soleil et le vent sont souvent capricieux), ni bon marché. Dans l'immédiat, le charbon prend le relais (et c'est la pire source de pollution) mais il est envisagé de tout arrêter en 2038. Là encore, il faudra jeter à la poubelle des centrales en état de fonctionnement, y compris une toute nouvelle centrale en construction dans la Ruhr, et compenser les producteurs. Déjà importatrice d'électricité, l'Allemagne va devoir acheter plus à l'étranger, bien sûr à un prix supérieur au coût de revient. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour l'industrie.

Une partie du miracle de ces dernières années a été obtenue grâce à la sous-traitance de la production dans les pays voisins de l'Est. Les salaires y étaient très bas, mais les choses changent. La croissance de ces pays s'accompagne tout naturellement d'une augmentation continue des salaires. Le résultat est une baisse continue de la compétitivité des entreprises allemandes.

Les dangers s'accumulent

Rien de tout cela ne signifie que l'Allemagne va s'enliser dans une stagnation séculaire. Elle a de nombreux atouts, dont un excellent système de formation professionnelle et une main-d'œuvre relativement peu portée à la contestation. Enfin, tant que les salaires

augmentent très régulièrement. Tant que la croissance était solide, il y avait de quoi assurer la prospérité générale. C'était là le socle d'une paix sociale, assurée par des syndicats puissants mais sereins. Si ce n'est plus le cas, le système de *Sozialwirtschaft* pourrait devenir moins harmonieux. En ligne de mire, également, la situation politique, qui a déjà bien changé. Les deux grands partis, qui alternaient au pouvoir, ont bien reculé, au point d'être contraints à s'allier. Il est probable qu'ils vont devoir faire de la place à des concurrents comme les Verts et à une droite dure, pour ne pas dire extrême.

Fin de la suprématie industrielle, fin d'une paix sociale légendaire, fin de la stabilité politique, rien de tout cela n'est encore sûr, mais les dangers s'accumulent. Cette évolution possible est très mauvaise pour l'Allemagne et très inquiétante pour l'Europe, qui s'est longtemps appuyée sur la puissance relativement bienveillante des Etats-Unis et sur la solidité de l'Allemagne. Ces deux piliers vacillent aujourd'hui.